

OBSERVATOIRE DE LUTTE
CONTRE LA CORRUPTION ET LES
MALVERSATIONS ECONOMIQUES



OBSERVATORY FOR FIGHT
AGAINST CORRUPTION AND
ECONOMIC EMBAZZLEMENTS

INTEGRITE

EQUITE

TRANSPARENCE

**COMMUNIQUE DE PRESSE N°010/OLUCOME/10/2015 PORTANT SUR LE
DIALOGUE PRONE PAR LE GOUVERNEMENT EN PLACE.**

1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) a, par ses précédents communiqués de presse respectivement du 18/09 et 30/09/2015, fait part à la communauté tant nationale qu'internationale ainsi que même aux pays de la Communauté Est-Africaine et de la Sous-Région, de ses préoccupations par rapport à la dégradation de la situation sécuritaire consécutive à la volonté du Président Pierre Nkurunziza de vouloir briguer le 3^{ème} mandat largement contesté par une partie de la population et la communauté internationale.
2. La prestation de serment du Président Pierre NKURUNZIZA après que le Gouvernement, le parti CNDD-FDD et les coalitions qui le soutenaient dans ce scrutin se sont retirés des négociations initiées sous les auspices des Nations Unies, de l'Union Africaine et de la Communauté Est-Africaine et sous la Médiation de Son Excellence Yoweri KAGUTA MUSEVENI, Président de la République Ougandaise l'insécurité a redoublé d'intensité par des assassinats des citoyens burundais et étrangers.
3. Pourtant les négociations avaient plus de chance de rapprocher le Gouvernement en place et l'opposition au point de couper court avec, à l'époque, la probable escalade de violences qui est finalement montée de plusieurs crans en passant par l'escalade dans les discours tant du Gouvernement que du CNARED.

Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1^{er} étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)

Fax : 22 24 99 49 Site web : www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI

My

4. L'Observatoire croit que quand un différend est déclenché pour l'une ou l'autre raison entre deux ou plusieurs protagonistes, la rencontre autour d'une table de dialogue ou de négociations est la solution la plus idéale pour rapprocher les vues et prévenir tout conflit déjà né ou en voie de l'être.
5. Les Nations Unies, l'union Africaine ainsi que la Communauté Est-Africaine avaient anticipé la crise burundaise après avoir constaté que les vues du Gouvernement en place ne s'accordaient pas avec celles de l'opposition politique qui avait appelé aux manifestations et au boycott des élections en organisant deux rounds de négociations et qui avaient rassemblé les deux camps autour de certains points de convergence.
6. L'OLUCOME avait pris, de bout en bout, part à ces assises aux côtés de tous les acteurs politiques et de la société civile qui y avaient été conviés en vue d'amorcer la crise qui avait embrasé la capitale Bujumbura et certaines autres localités du pays. Il avait gardé l'espoir qu'elles allaient aboutir à cette heureuse issue.
7. Cependant, de surprise en surprise, les protagonistes ont, d'un côté, à tour de rôle, récusé les Représentants respectifs des Nations Unies et le Gouvernement a, de l'autre, rompu le dialogue forçant par ce fait la suspension des pourparlers. Les élections contestées ont continué et le Gouvernement ainsi que le parti CNDD-FDD y ont trouvé leur compte d'autant qu'ils ont constitué un Gouvernement malgré son caractère illégal qui politiquement dirige actuellement le pays.
8. L'Observatoire n'a jamais eu de cesse, depuis le début des négociations précitées, à tenter de convaincre toutes les parties à une meilleure entente afin de sauver le Burundi car il risque de s'embraser pendant que de part et d'autre les protagonistes fourbissent leurs armes pour entreprendre une confrontation armée, ce qui ne profite aucunement au peuple burundais et même aux parties engagées dans cette escalade.



